

Héritage chrétien : un million de signatures !

Article rédigé par *Fondation de service politique*, le 10 mai 2004

Parlement européen, Strasbourg. Les élus porte-parole de la campagne en faveur de la reconnaissance de l'héritage chrétien dans le traité européen ont annoncé mercredi 4 mai avoir dépassé le million de signatures populaires représentant les vingt-cinq pays membres.

Une mobilisation sans précédent dans l'histoire de l'Europe.

Elmar Brok (PPE-RFA), président de la commission des Affaires étrangères et représentant de la Convention, Élisabeth Montfort (PPE-DE, France) et José Ribeiro de Castro (UEN, Portugal) (photo) ont lancé un appel solennel aux ministres des Affaires européennes de l'Union pour que la mention de "l'héritage chrétien" dans le futur traité européen soit considérée comme la septième condition requise à son adoption, lors de la CIG du 17 et 18 juin 2004. Autour de Mme Montfort, siégeaient également Peter Liese (PPE, RFA), Ari Vatanen (PPE-Finlande), Alojz Peterle (PPE-Slovénie), Bogdan Klich (PPE-Pologne) et Mario de Marco (PPE-Malte).

Élisabeth Montfort a rappelé qu'avant même l'adoption du Traité, le projet d'article 46, al.4 prenait tout son sens avec le succès de cette initiative populaire qui consacre avant l'heure le droit d'initiative législative en réunissant pour la première fois un million de citoyens représentant plusieurs pays européens.

Les députés coordinateurs de cette pétition populaire ont annoncé avoir recueilli 1.066.256 signatures. C'était le pari qu'ils s'étaient donné lors du colloque du 3 avril 2003 organisé par la Fondation de service politique. À ce chiffre, s'ajoutent les 55 millions de suffrages représentés par les membres des ONG ayant signé la pétition.

S'adressant à M. Dick Roche, ministre irlandais des Affaires européennes, représentant la présidence en exercice du Conseil, Élisabeth Montfort faisait remarquer la légitimité particulière de cette expression citoyenne : "Monsieur le ministre, vous ne pouvez pas ignorer notre histoire rappelée démocratiquement par tant d'Européens. Nous vous demandons de prendre en compte cette demande parce que d'une part, aucune pétition populaire n'a été organisée sur les autres priorités retenues pour l'adoption du Traité, et d'autre part, parce que ce serait un déni de justice vis-à-vis de notre histoire et de la démocratie européenne." En outre, le député a noté que la majorité des États membres était favorable à cette reconnaissance.

M. Brok a reconnu la légitimité de cette référence dans le préambule : " La mention de l'héritage chrétien respecte le pluralisme comme le montre la Constitution polonaise. Il permet le dialogue avec le monde musulman : le fait que nous, Européens, manifestions une identité claire, faciliterait ce dialogue. " Mario de Marco (PPE, Malte) a rappelé que le point commun de tous les pays de l'Europe réunifiée est précisément l'héritage chrétien, source de "nos valeurs de solidarité, de droits de l'homme et de dignité humaine".

La France intensifie sa mobilisation

"Le pari a été gagné, a constaté Mme Montfort, les chefs d'État et de gouvernement ne peuvent ignorer cet appel démocratique venu de tous les pays d'Europe."

Interrogée sur la position de Paris, le député français a annoncé une relance de la mobilisation en France : "En dépit des multiples déclarations politiques en faveur de la reconnaissance de l'héritage chrétien - le président de la RFA, le 30 avril ; le Premier ministre irlandais, le 2 mai -, la crispation laïciste de l'Élysée

bloque le consensus européen sur un moins-disant bien peu démocratique. Quand nous dépasserons les 100.000 signatures en France, a conclu Elizabeth Montfort, nous saisirons les parlementaires nationaux pour qu'ils relaient la voix des Français auprès du gouvernement."

Pour leur part, les signatures européennes ont été transmises le jour même au président de la Commission des pétitions, M. Gemelli, afin que la pétition soit officiellement enregistrée par les institutions communautaires.

Photo (c) PPE : devant les signatures de la pétition, de gauche à droite, Elmar Brok (PPE-RFA), Élizabeth Montfort (PPE-France) et José Ribeiro de Castro (UEN, Portugal).

>

>